

CHIFFRE

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
POUR USAGE INTERNE UNIQUEMENT



dodis.ch/56837

26. April 1990 0815

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	USA 821
EE	
R	26. APR. 1990
<i>Handwritten signatures and initials: 'hae', 'den', 'chi 4', 'lu / p. K. K. K.'</i>	
Kopie an	

washington, le 24 avril 1990

17.45 h.

00256 hhhhh

monsieur le conseiller federal jean-pascal delamuraz

copie a:

- secretariat du chef du dfae
- secretariat du chef du dff
- secretaire d'etat dfae
- division politique i
- direction du droit international public
- service economique et financier
- dda
- administration federale des finances
- office federal de l'agriculture

- baw, /ib: blf, cor, pur, ari, gir, kel, bal, jek, zos,
ebe, was, wys

copie envoyee directement par d/c a: ambassades de suisse a
athenes, bonn, bruxelles, copenhagen, dublin, madrid, la
haye, lisbonne, londres, luxembourg, paris, rome, helsinki,
oslo, stockholm, vienne, moscou, tokio,
mission suisse bruxelles
delegations suisses geneve et paris

m o n s e j o u r a w a s h i n g t o n

avant l'assemblee generale speciale des nations-unies, j'ai
passe 18 heures a washington pour voir le secretaire au
commerce mosbacher (qui ne pourra me recevoir lors de la

original ging an: cf j.p. delamuraz

- kopien gingen an:
- off. fed. de l'agriculture
 - baw
 - secj. du chef du dff
 - adm. fed. des finances
 - integrationsbuero

25.04.1990 17.30h -t- bma



reunion du comite de developpement) en vue de discuter l'affaire cocom, et pour participer a une manifestation du "european institute" ou le

vice-president andriessen prononcait une conference sur l'eee. a cette occasion, j'ai aussi eu un entretien avec le secretaire a l'agriculture yeutter, qui participait a la meme soiree. de plus, j'ai dejeune avec quelques fonctionnaires de la banque mondiale.

1. entretien avec mosbacher

ma rencontre avec le secretaire au commerce robert mosbacher avait un grand degre d'urgence en raison des derniers developpements intervenus dans nos relations avec les etats-unis en matiere de controle des exportations. en effet, la suisse court le risque de perdre son statut de pays 5k a cause de l'affaire agie s'ajoutant a d'autres cas pendants. et cela au moment precis ou les etats-unis et d'autres pays cocom vont incessamment mettre en vigueur entre eux un systeme de "general license" pouvant discriminer les etats tiers.

j'ai commence par expliquer a mon interlocuteur les raisons pour lesquelles nous estimons qu'il est non seulement de l'interet suisse mais egalement de celui des e.u. que notre pays soit inclus dans le nouveau systeme qui va etre mis en place. j'ai ete encourage par la reponse qui m'a ete faite par le sous-secretaire au controle des exportations kloske, present aux entretiens. celui-ci a indique que les e.u. etaient conscients du probleme et que ce point est d'ores et deja aborde en collaboration avec le departement d'etat. kloske a toutefois clairement fait entendre qu'une decision n'est pas encore prise.

en ce qui concerne agie, j'ai reitere notre entiere disponibilite de cooperation. ma visite venait d'ailleurs a point nomme car, demain deja, une importante delegation du vsm, des avocats d'agie et des ingenieurs de la firme tessinoise seront en ville. ceux-ci devraient etre a meme de convaincre les representants de l'administration americaine que le type de machines exportees par agie en urss ne tombe pas sous les

criteres d'embargo cocom. j'ai egalement fait part de ma grande preoccupation de voir l'affaire prendre publiquement un tour politique, notamment au congres. un tel developpement ai-je indique, ne peut-etre que nuisible a l'efficacite de notre traditionnelle cooperation informelle qui est dans l'interet bien compris de nos deux pays.

kloske a commence par indiquer que son appreciation sur la machine en cause correspondait a la mienne et que le departement de l'energie etait du meme avis. il a bon espoir maintenant d'amener le dod sur la meme ligne, pour autant que les eclaireissements avec les techniciens d'agie confirment cette appreciation. cependant, il se peut que le cas agie amene ulterieurement les autorites americaines a mettre a nouveau sous controle les machines a electro-erosion.

toujours selon kloske, le grand danger pour notre regime 5k vient du congres ou certains elements conservateurs le mettent en cause. a cet egard, il s'est etonne de la facilite avec laquelle ceux-ci se sont fait manipuler par les representants de la firme japonaise sodick: "they succeeded in creating a nest of hornets in congress".

je tire la conclusion des propos lenifiants qu'a tenu kloske que celui-ci sait tres bien faire alterner le chaud et le froid. alors que le jour avant, il avait encore mis en cause notre statut de 5k devant le ministre gerber, cette fois-ci il s'est montre beaucoup plus

raisonnable, et ceci en presence du secretaire au commerce, lequel ne l'a pas contredit. esperons que cette fois-ci il s'en tiendra la.

j'ai saisi l'occasion de ma visite pour faire passer le message a m que nous entrions en negociation avec la communaute pour etablir dans la plus large mesure possible les quatre libertes en veillant a mettre sur pied un accord qui soit compatible non seulement avec le gatt present, mais encore avec le gatt tel qu'il pourrait se presenter apres la conclusion de l'ur. j'ai assure mes interlocuteurs qu'il serait constamment informe sur les progres de la negociation. m m'a fait savoir qu'il se rejouirait de vous accueillir a washington pour faire le point sur les negociations de l'eee et de l'ur.

en ce qui concerne les pays de l' europe de l'est, m s'est enquis de leurs intentions envers l'aele. j'ai explique qu'il etait dans votre idee de conserver telle quelle la convention de stockholm et qu'un futur accord avec d'eventuels candidats a l'adhesion se concentrerait sur des questions purement commerciales, ce qui implique que les nouveaux membres de l'aele ne seraient pas automatiquement membres de l'eee. d'ailleurs, une participation de ces pays n'entrerait en ligne de compte que si certaines conditions etaient remplies (liberte du commerce et de l'industrie, convertibilite, reciprocite), selon votre reponse a l'interpellation eggly. j'ai, en outre, souligne toute l'importance que nous attachions a une participation americaine a la berd pour faire contrepoids a la position tres forte que la ce y occupe. m a souligne l'importance que les e.u. attachaient a la mise en place d'une economie de marche et a explique les "fonds d'entreprises" que son pays avait accordes a cet effet a la hongrie et a la pologne et qui allaient etre etendus a la tchecoslovaquie. m, dans ce contexte, explique qu'une

assistance sous la forme d'aide liee n'est pas appropriee.

pour repondre a notre inquietude de voir les negociations entre le japon et les e.u. sur la "structural impediment initiative" deboucher sur des accords purement bilateraux, m m'a assure de la facon la plus claire que tout resultat serait etendu sur base mfn. enfin, en ce qui concerne le danger d'une discrimination des investissements etrangers sur le marche des e.u., m me dit que l'administration reste fermement opposee a toute nouvelle initiative allant dans ce sens.

2. entretien avec yeutter (y)

y est satisfait des résultats de puerto vallarta même s'il ne croit pas que la ce sera prête à accorder une démobilisation totale de ses subventions (à l'exportation). s'il en est ainsi, je réponds, une "approche règles" est inéluctable, ce qu'il admet. les e.u. et la c.e. vont se rencontrer d'ici juillet tous les quinze jours "pour régler le problème", approche bilatérale et paternaliste à l'égard de laquelle, j'exprime des réserves. y saisit l'occasion pour souligner que la suisse devra entièrement adapter sa politique agricole aux résultats de l'ur puisqu'elle tirera beaucoup d'avantages des autres dossiers de la négociation. je réponds selon votre "sprachregelung" de puerto vallarta. y en prend acte en soulignant que les aspects non-économiques de l'agriculture devront être financés pour des paiements directs.

3. entretien avec andriessen (a)

selon a, delors aurait, en effet, dit au premier ministre islandais ce que nous savons: renforcement de l'aee, peu d'exceptions, pas de séances à 19. ceci serait

l'expression d'une personne individuelle. quelque peu irrité par les surreactions nordiques, a nous donne le conseil de pas nous fier à des prises de position individuelles, mais d'attendre celle de la commission qui seule fait foi...

a voit quatre problèmes au niveau des états membres: les réunions à 19, la cohésion ou il pourrait avoir une demande de participation financière aux fonds, le problème institutionnel au sujet du decision taking et les poissons. a quoi s'ajoutent au niveau du parlement européen des reticences concernant le decision shaping. ce dernier problème pourrait être réglé dans le contexte d'un renforcement des compétences du pe, raison pour laquelle il serait contreproductif de bruler les étapes. c'est, entre autres, pourquoi une fin des négociations en décembre est exclue.

ce ralentissement ne doit pas être une source de souci ("don't worry"), car l'eee est une nécessité tant que la communauté est institutionnellement incapable de s'élargir, et cette incapacité pourrait durer. il faut que la communauté se fédéralise ce qui sera -toujours selon a- le modèle et le début d'un processus européen plus large.

4. déjeuner avec des fonctionnaires de la banque mondiale (bm)

ce déjeuner auquel a notamment participe le senior vice president ernest stern m'a procuré l'occasion de faire un tour d'horizon sur certaines activités de la bm.

m. stern m'a orienté sur les priorités de la réunion du comité du développement le 8 mai. il espère qu'à cette séance la volonté politique soit exprimée sur la constitution d'un fonds servant à financer des projets

d'envergure dans le domaine de l'environnement. si le comite du developpement ne fixe pas de mandat explicite a ce sujet qui permette a la banque de poursuivre avec espoir de realiser ce nouveau fonds, elle abandonnera purement et simplement l'idee. sans m'engager sur une eventuelle participation suisse. j'ai fait savoir que je regretterais un tel developpement. en effet, l'environnement est une priorite pour les pvd aussi et une activite plus en vue de la bm dans ce domaine serait certainement appreciee par l'opinion publique suisse qui s'interesse actuellement de plus pres aux activites de cette institution pour les raisons que l'on connait.

la bm nous soumettra sous peu une proposition de continuation du programme special pour l'afrique (spa 2). j'ai indique que pour des raisons budgetaires une participation suisse sera extremement difficile voir exclue.

la bm devient, ce qui est normal, de plus en plus active dans les pays de l'europa de l'est. ceci est particulierement vrai pour son agence, l'ifc, qui finance deja plusieurs projets dans cette region du monde, en particulier en pologne. cette agence s'attend d'ailleurs a un accroissement considerable de son activite dans ces etats puisque differents pays de l'est ont l'intention de devenir rapidement membre de l'ifc, p. ex. la tche coslovaquie.

stern ne pense pas que la bm et la nouvelle berd font double emploi. les relations entre la bm et les banques regionales de developpement sont harmonieuses. il en sera de meme avec la berd.

en ce qui concerne les relations avec la chine, les activites de la bm se reduisent actuellement au financement d'un projet dans le domaine de l'aide humanitaire et les projets commences avant les evenements

a beijing. tout nouveau projet n'aurait pour le moment aucune chance de passer le cap du conseil des administrateurs vu l'opposition d'une large majorite de ses membres.

il est interessant de noter que durant ma visite, une importante delegation de l'urss etait presente dans les locaux de la bm pour examiner les possibilites que la banque pourrait offrir a ce pays en matiere d'aide technique.

en ce qui concerne notre eventuelle participation en tant que membre a part entiere aux institutions de bretton woods, stern a confirme une fois encore l'aide que le secretariat est pret a nous apporter. il est de l'avis qu'un siege supplementaire est la meilleure des solutions et nous conseille vivement de prendre contact avec les pays-bas, la belgique et eventuellement les pays nordiques car si nouveau siege il y a, c'est au detriment des membres des groupes de ces pays qu'il se formera.

je tiens a remercier sincerement l'ambassade de suisse a washington d'avoir bien voulu, a tres court terme, organiser cette breve visite qui a eu des resultats fort utiles.

e. blankart

ambasuisse